

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF-2022-210-0002 du 29 JUILLET 2022 CONSTATANT LE FRANCHISSEMENT DES SEUILS DE DÉBIT DÉFINIS POUR LA GESTION DE LA SÉCHERESSE ET LIMITANT LES USAGES DE L'EAU DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Le préfet de la Lozère chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code civil, notamment ses articles 640 et 645;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1 à L.211-3, L.211-8, L.216-4, R.211-66 à R.211-70, R.216-9;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et L.2215-1;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 mars 2022 portant nomination de Monsieur Philippe CASTANET, en qualité de préfet de la Lozère ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 18 mars 2022 et publié au journal officiel du 3 avril 2022 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 10 mars 2022 et publié au journal officiel du 3 avril 2022 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 et publié au journal officiel du 3 avril 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Ardèche approuvé par l'arrêté interpréfectoral n° 2012242-0004 du 29 août 2012 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Tarn-amont approuvé par l'arrêté interpréfectoral n° 2015349-0001 du 15 décembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Lot-amont approuvé par l'arrêté interpréfectoral n° 2015349-0002 du 15 décembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux des Gardons approuvé par l'arrêté interpréfectoral n° 30-2015-12-18-001 du 18 décembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Haut-Allier approuvé par l'arrêté interpréfectoral n° DIPPAL-B3-2016-260 du 27 décembre 2016 ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sousbassin du Tarn en date du 8 juin 2016 ; **VU** l'arrêté cadre interdépartemental n° E-2017-204 portant définition d'un plan d'actions « sécheresse » sur le bassin du Lot en date du 27 juillet 2017 ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental portant définition des modalités de mise en application du plan de crise « sécheresse » Bassin de l'Aveyron du 21 juin 2016 ;

VU la consultation par courrier électronique du comité sécheresse en date du 22 juillet 2022 ainsi que l'avis du comité ressource en eau du 27 juillet ;

CONSIDÉRANT que la situation hydrologique du département s'évalue principalement au travers des écoulements superficiels des cours d'eau;

CONSIDÉRANT le très fort déficit pluviométrique observé depuis l'hiver 2021/2022 et des températures très au-dessus des normales saisonnières de ces derniers jours ;

CONSIDÉRANT que la baisse des débits des cours d'eau du département de la Lozère se poursuit fortement ;

CONSIDÉRANT que le soutien d'étiage de la rivière Colagne depuis la retenue de Charpal a commencé depuis le 7 juin 2022 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général;

ARRÊTE:

Article 1 - franchissement des seuils par bassin versant

Lot

Les communes situées sur le bassin versant du Lot, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Bramont

Les communes situées sur le bassin versant du Bramont, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Colagne

Les communes situées sur le bassin versant de la Colagne, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Cours d'eau Colagne

L'axe Colagne, dont la liste des communes potentiellement concernées figure en annexe 2 du présent arrêté, est en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-0007 en date du 8 août 2012, de : crise.

Allier

Les communes situées sur le bassin versant de l'Allier, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Tarn

Les communes situées sur le bassin versant du Tarn, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Tarnon

Les communes situées sur le bassin versant du Tarnon, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : crise.

Gardons

Les communes situées sur le bassin versant des Gardons, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Chassezac

Les communes situées sur le bassin versant du Chassezac, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise.**

<u>Truyère</u>

Les communes situées sur le bassin versant de la Truyère, dont la liste figure en annexe 2 du présent arrêté, sont en phase, tel que défini dans l'arrêté préfectoral n° 2012-221-007 en date du 8 août 2012, de : **crise**.

Article 2 - mesures de limitation des usages de l'eau correspondantes à la situation de crise

Les mesures de restriction correspondantes à la situation de crise sont fixées par l'annexe 1 du présent arrêté.

Les restrictions sont applicables quel que soit le type de ressource sollicitée (réserve d'eau potable, forage, pompage en rivière) à l'exception des stockages constitués avant la mise en œuvre des mesures de restrictions et déconnectés de la ressource.

Les usagers (personnes privées et personnes publiques) dont la consommation quotidienne d'eau est supérieure ou égale à 30m³ par jour ont l'obligation de définir et mettre en œuvre une stratégie interne de limitation des usages de l'eau, qui sera communiquée sans délai aux services de la préfecture à l'adresse suivante :

pref-defense-protection-civile@lozere.gouv.fr

Article 3 - recherche des infractions

En vue de rechercher et constater les infractions, les maires, les services de la gendarmerie nationale, de la police nationale, des polices municipales et gardes champêtres, les agents de l'office français de la biodiversité et les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement ont accès aux locaux ou lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par l'article L.216-4 du code de l'environnement susvisé.

Article 4 - poursuites pénales

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe d'un montant maximum de 1 500 euros ou 3 000 euros en cas de récidive.

Article 5 - délai de validité

Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour une durée de six mois à compter du lendemain de sa date de publication au recueil des actes administratifs des services de l'État en Lozère.

<u>Article 6</u> – abrogation

L'arrêté préfectoral n° DDT-BIEF-2022-199-011 du 18 juillet 2022 est abrogé.

Article 7 – affichage et publicité

Le présent arrêté fait l'objet d'une communication dans la presse locale. Il est affiché à la préfecture, à la sous-préfecture et dans les mairies. Il est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Lozère.

Le présent arrêté est consultable :

- sur le site des services de l'État en Lozère : http://www.lozere.gouv.fr;
- sur le site PROPLUVIA du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie : http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp.

Article 8 - délai et voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Article 9 - exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Florac, la directrice départementale des territoires, le Colonel commandant du groupement de gendarmerie, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, la directrice départementale de la sécurité publique, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur de l'agence départementale de l'office national des forêts, la directrice du parc national des Cévennes ainsi que les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Signé

Philippe CASTANET

Exceptions

Les différentes mesures de restriction imposées pour chaque seuil de restriction ne s'appliquent pas aux prélèvements :

- > dans le cours d'eau « le Chassezac » à l'aval du barrage de Puylaurent ;
- > dans le cours d'eau « le Chassezac » à l'aval du barrage du Rachas pour l'alimentation du canal d'irrigation de Balemo;
- > dans les cours d'eau « l'Altier » et « la Palhères » à l'aval du barrage de Villefort pour l'alimentation des canaux d'irrigation du Sapet et de Saint-Loup;
- > dans le cours d'eau « la Borne » à l'aval du barrage de Roujanel pour l'alimentation du canal d'irrigation des Beaumes ;
- > dans le cours d'eau « Allier » à l'aval du barrage de Naussac ainsi que dans la retenue de ce dernier et dans le plan d'eau du Mas d'Armand ;
- > les piscicultures qui doivent respecter les consignes de restrictions de leur arrêté préfectoral.

Ces exceptions s'appliquent dans le respect des mesures qui peuvent être prises par les préfets coordonnateurs des bassins Rhône-Méditerranée, Loire-Bretagne et Adour-Garonne.

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral n° PREF-2022-210-0002 du 29 juillet 2022 REPARTITION DES COMMUNES SELON LES BASSINS VERSANTS

TRUYERE	TARN	COLAGNE
ALBARET-LE-COMTAL	BARRE-DES-CEVENNES	ANTRENAS
ALBARET-SAINTE-MARIE	BEDOUES 3	ESTABLES
ARZENC-D'APCHER	CASSAGNAS	GABRIAS
AUMONT-AUBRAC 1	COCURES 3	GREZES
BLAVIGNAC	FRAISSINET-DE-LOZERE 4	LE BUISSON
BRION	GATUZIERES	MONTRODAT
CHAUCHAILLES	HURES-LA-PARADE	PALHERS
CHAULHAC	ISPAGNAC	PRINSUEJOLS 2
FAU-DE-PEYRE 1	LA MALENE	SAINT-LAURENT-DE-MURET
FONTANS	LA SALLE-PRUNET 5	SERVIERES
FOURNELS	LAVAL-DU-TARN	SERVIERES
GRANDVALS	LE MASSEGROS 7	
JAVOLS 1	LE PONT-DE-MONTVERT 4	COURS D'EAU COLAGNE
JULIANGES	LE RECOUX 7	(AXE COLAGNE REALIMENTE)
LA CHAZE-DE-PEYRE 1	LE ROZIER	(cf article 4.1 de l'AP n°2012-221-0007
LA FAGE-MONTIVERNOUX	LES BONDONS	du 8 août 2012)
LA FAGE-SAINT-JULIEN	LES VIGNES 7	CHIRAC 9
LA VILLEDIEU	MAS-SAINT-CHELY	LACHAMP 15
LAJO	MEYRUEIS	LE MONASTIER-PIN-MORIES 9
LE MALZIEU-FORAIN	MONTBRUN 8	MARVEJOLS
	QUEZAC 8	RECOULES-DE-FUMAS
LE MALZIEU-VILLE	SAINT-GEORGES-DE-LEVEJAC 7	RIBENNES 15
LES BESSONS		RIEUTORT-DE-RANDON
LES LAUBIES	SAINT-JULIEN-D'ARPAON 6	SAINT-AMANS
LES MONTS-VERTS	SAINT-MAURICE-DE-VENTALON 4	
MALBOUZON 2	SAINT-PIERRE-DES-TRIPIERS	SAINT-LEGER-DE-PEYRE
MARCHASTEL	SAINT-ROME-DE-DOLAN Z	SAINT-BONNET-DE-CHIRAC
NASBINALS	SAINTE-ENIMIE 8	
NOALHAC	_	
PRUNIERES RECOULES-D'AUBRAC	TARNON	1
RIMEIZE	BASSURELS	
SAINT-ALBAN-SUR-LIMAGNOLE	FLORAC 5	
SAINT-CHELY-D'APCHER	FRAISSINET-DE-FOURQUES	
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	ROUSSES	
SAINT-GAL	SAINT-LAURENT-DE-TREVES 6	
SAINT-JUERY	VEBRON	
SAINT-LAURENT-DE-VEYRES		
SAINT-LEGER-DU-MALZIEU		
SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	BRAMONT	
SAINT-PRIVAT-DU-FAU SAINT-SAUVEUR-DE-PEYRE 1	BALSIEGES	-
SAINT-SAUVEUR-DE-PEYRE I	BRENOUX LANUEJOLS	-
SAINTE-COLOMBE-DE-PETRE	SAINT-BAUZILE	-
SERVERETTE	SAINT-ETIENNE-DU-VALDONNEZ	1
	57.1141 11214142 100-47/12/20141422	

1 - commune nouvelle de Peyre en Aubrac;

TERMES

- 2 commune nouvelle de Prinsuéjols Malbouzon ;
- 3 commune nouvelle de Bédouès Cocurès ;
- 4 commune nouvelle de Pont de Monvert Sud Mont Lozère ;
- 5 commune nouvelle de Florac Trois Rivières;
- 6 commune nouvelle de Cans et Cévennes ;
- 7 commune nouvelle de Massegros Causses Gorges;
- 8 commune nouvelle de Gorges du Tarn Causses ;
- 9 commune nouvelle de Bourgs sur Colagne;

LOT	ALLIER	
ALLENC	ARZENC-DE-RANDON	
BADAROUX	AUROUX	L
BAGNOLS-LES-BAINS 10	CHAMBON-LE-CHATEAU 16	L
BANASSAC 11	CHASTANIER	I
BARJAC	CHATEAUNEUF-DE-RANDON	N
CANILHAC 11	CHAUDEYRAC	S
CHADENET	CHEYLARD-L'EVEQUE	
CHANAC	FONTANES 12	S
CHASTEL-NOUVEL	GRANDRIEU	S
CULTURES	LA BASTIDE-PUYLAURENT	S
ESCLANEDES	LANGOGNE	S
LA CANOURGUE	LAVAL-ATGER 13	S
LA TIEULE	LUC	S
LAUBERT	MONTBEL	S
LE BLEYMARD 10	NAUSSAC 12	S
LE BORN	PANOUSE (LA)	S
LES HERMAUX	PAULHAC-EN-MARGERIDE	S
LES SALCES	PIERREFICHE	S
LES SALELLES	ROCLES	
MAS-D'ORCIERES 10	SAINT-BONNET-DE-	
MENDE	MONTAUROUX 13	
PELOUSE	SAINT-FLOUR-DE-MERCOIRE	A
SAINT-BONNET-DE-CHIRAC	SAINT-JEAN-LA-FOUILLOUSE	В
SAINT-GERMAIN-DU-TEIL	SAINT-PAUL-LE-FROID	
SAINT-JULIEN-DU-TOURNEL 10	SAINT-SAUVEUR-DE-GINESTOUX	
SAINT-PIERRE-DE-NOGARET	SAINT-SYMPHORIEN 16	
SAINT-SATURNIN		F
SAINTE-HELENE		P
TRELANS		P

	GARDONS
GABRIA	AC .
LE COL	LET-DE-DEZE
LE POM	IPIDOU
MOISS	AC-VALLEE-FRANCAISE
MOLEZ	ON
	ANDEOL- RGUEMORT <mark>14</mark>
SAINT-	ANDRE-DE-LANCIZE
SAINT-	ETIENNE-VALLEE-FRANCAISE
SAINT-	FREZAL-DE-VENTALON 14
SAINT-	GERMAIN-DE-CALBERTE
SAINT-	HILAIRE-DE-LAVIT
SAINT-	JULIEN-DES-POINTS
SAINT-	MARTIN-DE-BOUBAUX
SAINT-	MARTIN-DE-LANSUSCLE
SAINT-	MICHEL-DE-DEZE
SAINT-	PRIVAT-DE-VALLONGUE
SAINTE	E-CROIX-VALLEE-FRANCAISE

CHASSEZAC
ALTIER
BELVEZET 10
CHASSERADES 10
CUBIERES
CUBIERETTES
PIED-DE-BORNE
POURCHARESSES
PREVENCHERES
SAINT-ANDRE-CAPCEZE
SAINT-FREZAL-D'ALBUGES
VIALAS
VILLEFORT

10 – commune nouvelle de Mont Lozère et Goulet ;

11 – commune nouvelle de Banassac - Canilhac ;

12 - commune nouvelle de Naussac - Fontanes ;

13 - commune nouvelle de Saint Bonnet - Laval;

14 - commune nouvelle de Ventalon en Cévennes.;

15 – commune nouvelle de Lachamp – Ribennes ;

16 - commune nouvelle de Saint-Symphorien - Chambon le Château;